



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer  
Service Agriculture, Forêt et Développement Rural**

**Affaire suivie par :**  
**Pascal RICHARD**  
**Technicien forestier**  
**Tél : 05 47 30 51 43**  
**Mél : pascal.richard@gironde.gouv.fr**

Bordeaux, le **29 DEC. 2023**

**Objet :** Notification arrêté  
Dossier n° 23-137  
Sylvanat n° 33-32564

Monsieur,

Je vous prie de trouver, ci-joint, la décision autorisant le défrichement de **0.2410 ha** de bois situés sur la commune de Puynormand (33) dans le cadre de la demande d'autorisation de défrichement n° 23-137 (Sylvanat n° 33-32564) en vue de la construction d'un hangar équipé de panneaux photovoltaïques.

Cette autorisation doit faire l'objet d'un double affichage débutant quinze jours au moins avant le début des travaux de défrichement :

- sur le terrain, cet affichage, qui devra être visible de l'extérieur, devra être maintenu **jusqu'à la fin des travaux** ;
- à la mairie, cet affichage sera maintenu pendant **deux mois**.

Par ailleurs, je vous informe qu'en cas de désaccord avec la présente décision, vous disposez d'un délai de **deux mois**, à compter de cette notification, pour exercer un recours devant la juridiction administrative.

**A défaut de transmission de l'acte d'engagement (annexe 1 ci-jointe) ou de la déclaration de versement (annexe 2 ci-jointe) au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois dans un délai d'un an à compter de la présente décision, l'indemnité est mise en recouvrement dans les conditions prévues pour les créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, en application de l'article L 341-9 du Code Forestier.**

Vous devrez informer la DDTM de la Gironde si vous envisagez un transfert de propriété des parcelles concernées par cette décision.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Destinataire  
**APEX ENERGIES**  
**Monsieur DELLINGER Bertrand**  
**Parc Majoria**  
**889 rue de la Vieille Poste – Bât Cassiopée**  
**34060 MONTPELLIER CEDEX 2**

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Préfet délégué pour  
la sécurité

**Nicolas HESSE**

1984



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer  
Service Agriculture, Forêt et Développement Rural  
Unité Forêt**

**Arrêté n° 23-137  
portant autorisation de défrichement de bois situés  
sur le territoire de la commune de Puynormand (33)**

**Le Préfet de la Gironde**

- VU** le Code Forestier, notamment ses articles L 134-6, L. 341-1 à L. 341-10 et R. 341-1 à R. 341-9, D. 341-7-1, D. 341-7-2, L. 214-13, L. 214-14, R. 214-30, R. 214-31
- VU** l'arrêté préfectoral du 7 Octobre 2003 définissant le seuil départemental de surface minimale du massif boisé au-delà duquel une autorisation de défrichement est nécessaire,
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
- VU** le dossier de demande d'autorisation de défrichement enregistré sous le n° 23-137 (Sylvanat : 33-32564) reçu le 11/10/2023, déclaré complet le 17/11/2023 présenté par la SAS APEX ENERGIES dont l'adresse est : Parc Majoria – 889 rue de la Vieille Poste- Bât Cassiopée – 34060 MONTPELLIER CEDEX 2 et tendant à obtenir l'autorisation de défricher 0.2410 hectares de bois situés sur le territoire de la commune de Puynormand (33), en vue de la construction d'un hangar agricole équipé de panneaux photovoltaïques.

**CONSIDÉRANT** qu'il résulte de l'instruction que la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination des sols ne sont nécessaires pour aucun des motifs mentionnés à l'article L 341-5 du Code Forestier,

**CONSIDÉRANT** le faible enjeu économique et/ou écologique et/ou social des bois et forêts, objets du défrichement, sur la commune de Puynormand (33) ne justifiant pas de fixer un coefficient multiplicateur de la surface à boiser en compensation de la surface défrichée,

**ARRÊTE**

### **Article premier – Terrains dont le défrichement est autorisé**

Est autorisé le défrichement des parcelles de bois dont les références cadastrales figurent ci-après, dans les conditions prévues aux articles suivants du présent arrêté pour une surface totale de 0.2410 hectares de bois situés sur la commune de Puynormand :

Commune	Section	Numéro	Surface cadastrale (en ha)	Surface autorisée (en ha)
33347 - Puynormand	ZA	0084	10,6135	0,2410

**La présente autorisation reste attachée au fond pour lequel elle est délivrée.**

### **Article 2 : L'autorisation est délivrée sous réserve de la réalisation des conditions suivantes :**

- Aucune installation électrique au sol (onduleur, boîtier de connexion,...) ne devra être réalisée à moins de 10 m de la forêt.

- L'exécution, sur d'autres terrains, de travaux de (re)boisement en FEUILLUS pour une surface de **0,2410** hectares, situés dans le Massif Garonne-Dordogne.

Les travaux de boisement ou reboisement comprennent les travaux préparatoires au boisement, l'achat et la mise en place de plants ou de graines, les travaux d'entretien du boisement durant les 5 premières années, la protection contre le gibier le cas échéant.

Le travail du sol et les modalités de plantation devront être conformes aux recommandations du Guide Technique "Réussir la plantation forestière – Contrôle et réception des travaux de reboisement", édition Décembre 2014.

Le choix des essences et des régions de provenance doit être conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2019 fixant la liste des espèces et des matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides de l'Etat en Région Nouvelle Aquitaine.

Les boisements devront faire l'objet d'un cahier des charges décrivant les détails techniques de réalisation (identification cadastrale, plan de situation et plan cadastral du ou des terrain(s) concerné(s) par le boisement, itinéraire technique). Ce cahier des charges devra être transmis pour approbation préalable à la D.D.T.M. de la Gironde dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification de la présente décision.

En cas de travaux sur terrains tiers, une convention entre le bénéficiaire de la présente autorisation et le(s) propriétaire(s) des terrains à (re)boiser fixant les droits et obligations de chacun des parties signataires devra être fournie.

Les travaux devront être achevés sous un délai maximum de 3 ans à compter de la même date. A défaut, les lieux défrichés devront être rétablis en nature de bois et forêts.

### **Article 3 : Obligations légales de débroussaillage :**

La parcelle objet du défrichement est soumise aux Obligations Légales de Débroussaillage : le terrain est à débroussailler et à maintenir en état débroussaillé dans un rayon de 50 mètres autour des futures constructions, ainsi qu'autour des voies d'accès sur une largeur de 10 mètres.

### **Article 4 : Versement au fonds stratégique de la forêt et du bois**

Le bénéficiaire de l'autorisation peut s'acquitter de la réalisation des travaux de (re)boisement mentionnés à l'article 2 par le versement au fonds stratégique de la forêt et du bois d'une indemnité d'un montant de **1325 €**, correspondant au calcul suivant :

indemnité = surface défrichée x coefficient multiplicateur x (coût de mise à disposition du foncier + coût moyen d'un boisement (résineux, feuillus...)) avec :

coefficient multiplicateur = **1**

coût de mise à disposition du foncier = **2500 €/ha**

coût moyen du boisement = **3000 €/ha (feuillus)**

### **Article 5 : Mise en œuvre des compensations**

Le bénéficiaire de l'autorisation dispose d'une durée maximale d'un an à compter de la notification de la présente décision pour transmettre à la D.D.T.M. de la Gironde :

- en cas de choix de (re)boisement de terrains au titre de l'article 2, l'acte d'engagement établi selon le modèle joint à la décision préfectorale, accompagné des pièces justifiant du commencement de travaux (devis approuvé, bons de commande, notification de marchés publics...),
- en cas de choix de versement de l'indemnité prévue à l'article 4, la déclaration de versement au fonds stratégique de la forêt et du bois annexée à la décision préfectorale.

**A défaut de transmission de l'acte d'engagement ou de la déclaration de versement au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois dans un délai d'un an à compter de la présente décision, l'indemnité est mise en recouvrement dans les conditions prévues pour les créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine, en application de l'article L 341-9 du Code Forestier.**

### **Article 6 : Durée de validité**

La durée de validité de cette autorisation est de 5 ans à compter de sa délivrance.

### **Article 7 : Publicité**

La présente autorisation sera affichée par les soins du demandeur sur le terrain, de manière visible de l'extérieur, ainsi qu'à la mairie de la commune de Puynormand (33) quinze jours au moins avant le commencement des opérations de défrichement. L'affichage sera maintenu :

- sur le terrain pendant toute la durée des opérations de défrichement,
- à la mairie pendant deux mois au moins.

Le demandeur déposera à la mairie de Puynormand (33) le plan cadastral des parcelles à défricher, qui pourra y être consulté durant toute la durée des opérations de défrichement.

### **Article 8 : Voies de recours**

Des recours gracieux auprès du Préfet, et, hiérarchique, auprès du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire peuvent s'exercer dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision. Elle peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux, dans un délai de 2 mois à compter de la notification, ou, en cas de recours gracieux ou hiérarchique, à compter de la réponse ou du rejet implicite de l'autorité compétente. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet "[www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)".

**Article 9** : La Secrétaire Générale de la préfecture et le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Maire de la commune de Puynormand (33).

Bordeaux, le 29 DEC. 2025

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Préfet délégué pour  
la défense et la sécurité

Nicolas HESSE





**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer  
Service Agriculture, Forêt et Développement Rural  
Unité Forêt**

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral  
n° 23-137**

**Acte d'engagement pour la réalisation de travaux de boisement, reboisement  
compensateurs au défrichement (Sylvanat : 33-32564)  
(article L.341-9 du code forestier <sup>(1)</sup>)**

à transmettre à la D.D.T.M. de la Gironde dans un délai maximal de un an  
à compter de la notification de la décision

Acte d'engagement présenté par :

Nom - Prénom : SAS APEX ENERGIES représentée par Monsieur DELLINGER Bertrand

adresse : Parc Majoria - 889 rue de la vieille poste – Bât Cassiopée  
34060 MONTPELLIER CEDEX 2

bénéficiaire de l'autorisation de défrichement (arrêté préfectoral n° 23-137), autorisant le défrichement de 0.2410 ha de parcelle de bois située à Puynormand (33) et dont les références cadastrales sont les suivantes :

Commune	Section	Numéro	Surface cadastrale (en ha)	Surface autorisée (en ha)
33347 - Puynormand	ZA	0084	10,6135	0,2410

Je soussignée APEX ENERGIES, représentée par Monsieur DELLINGER Bertrand, m'engage à respecter les points ci-dessous :

**Article 1<sup>er</sup> : Objet de l'acte d'engagement**

Dans un délai de trois ans à compter de la notification de l'autorisation de défrichement susmentionnée, je m'engage à réaliser les travaux de boisement ou de reboisement précisés à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 23-137.

**Article 2 : Les engagements**

Le détail technique des travaux de boisement ou de reboisement figure ci-dessous <sup>(2)</sup>:

**Travaux de boisement / reboisement : Surface : 0,2410 ha**

Commune	Section	Numéro	Surface cadastrale	Surface à boiser ou reboiser	Essence(s)	Densité de	Origine des plants <sup>(3)</sup>

## Calendrier de réalisation :

### **Article 3: Respect des obligations**

Je m'engage à :

- respecter les dispositions réglementaires en matière de provenance des plants, de normes dimensionnelles et à produire les documents d'accompagnement des lots des plants dans la forme prévue par la réglementation en vigueur <sup>(4)</sup>
- veiller à prendre toutes les mesures utiles de protection nécessaires à la prévention des dégâts de gibier
- fournir, ou mettre à jour s'il existe, un document de gestion durable conforme aux articles L124-1, L124-2 ou L124-3 du code forestier dans un délai maximal de un an à compter de la réalisation des travaux
- réaliser régulièrement, pendant une période de dix ans, à compter de la réalisation des travaux, l'ensemble des opérations indispensables à la réussite de la plantation effectuée (fertilisation, regarnis, maîtrise de la végétation concurrente, taille de formation...) ou au maintien de l'objectif assigné aux travaux d'amélioration sylvicole réalisés
- respecter la législation applicable à ces terrains et aux travaux prévus
- conserver l'affectation boisée des terrains pendant une durée minimale de trente ans et à réaliser tous les travaux et entretiens indispensables à la bonne fin de l'opération

Les travaux de boisement ou reboisement seront conformes aux documents régionaux en vigueur <sup>(5)</sup> soit :

- Orientations régionales forestières pour la région Aquitaine <sup>(6)</sup>
- Schéma régional de gestion sylvicole <sup>(7)</sup>
- Schéma régional d'aménagement pour les forêts des collectivités <sup>(8)</sup>
- Plan pluriannuel régional de développement forestier <sup>(9)</sup>
- Programme régional de la forêt et du bois <sup>(10)</sup>
- Arrêté préfectoral régional <sup>(11)</sup> relatif aux conditions de financement par des aides publiques des travaux d'amélioration de la valeur économique des forêts
- Arrêté préfectoral régional <sup>(12)</sup> fixant la liste des espèces et des matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides de l'Etat
- Liste MAAF des cultivars de peuplier éligibles aux aides de l'État pour la culture en futaie <sup>(13)</sup>

Le travail du sol, les densités et les modalités de plantation seront conformes aux recommandations du "Guide technique - Réussir la plantation forestière – Contrôle et réception des boisements" <sup>(14)</sup>

- Mon acte d'engagement comporte un devis d'entreprise signé par mes soins d'un montant de ..... € (toutes taxes comprises) \* -

**A JOINDRE AU PRESENT ACTE D'ENGAGEMENT**

- Je m'engage à réaliser moi-même les travaux \*

Cet acte d'engagement concrétise le démarrage des travaux prescrits par l'arrêté préfectoral d'autorisation de défrichement.



**Article 4 : Contrôle du respect des engagements**

La DDTM vérifiera l'état des boisements ainsi que la sylviculture appliquée aux peuplements améliorés sur la durée des engagements souscrits. Les certificats de la provenance des plants seront exigés en cas de contrôle.

**Article 5 : Litiges**

En cas de litige, le tribunal compétent est le tribunal administratif de BORDEAUX.

Nom et prénom :

Date :

Qualité :

- bénéficiaire de l'autorisation de défrichement
- représentant du bénéficiaire de l'autorisation de défrichement

Signature

**(1)** Article L341-9 modifié par Loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 - art. 69

Lorsque l'autorisation de défrichement est subordonnée à une des conditions mentionnées au 1° de l'article L. 341-6, le titulaire de cette autorisation dispose d'un délai maximal d'un an à compter de la notification de l'obligation à laquelle il est tenu pour transmettre à l'autorité administrative un acte d'engagement des travaux à réaliser ou verser au Fonds stratégique de la forêt et du bois une indemnité équivalente. A défaut, l'indemnité est mise en recouvrement dans les conditions prévues pour les créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, sauf s'il renonce au défrichement projeté.

En cas de non-exécution dans un délai maximum de trois ans des travaux imposés en application de l'article L. 341-6, les lieux défrichés doivent être rétablis en nature de bois et forêts dans un délai fixé par l'autorité administrative compétente de l'Etat. Ce délai ne peut excéder trois années.

L'autorité administrative peut en outre, dans les conditions fixées à l'alinéa précédent, ordonner la remise en nature de bois des terrains devant être maintenus à l'état de réserves boisées.

**(2)** Les parcelles devant être boisées, reboisées ou améliorées devront, au préalable, être validées par la DDT(M) territorialement compétente sur la base d'un dossier comprenant : plan de situation, plan cadastral, extraits de matrices cadastrales, plan prévisionnel du boisement ou emprise des travaux, accord du propriétaire (si différent du demandeur), convention entre propriétaire bénéficiaire de l'autorisation de défrichement et propriétaire des terrains à boiser – modèle disponible auprès de la DDT(M) territorialement compétente

**(3)** Article D153-3 du code forestier

**(4)** Articles L153-1 à L153-7 et D153-1 à R153-25 du code forestier

**(5)** Ces documents sont téléchargeables sur le site internet de la DRAAF Aquitaine à l'adresse : <http://www.draaf.aquitaine.agriculture.gouv.fr>

**(6)** Approuvées le 31 octobre 2003

**(7)** Approuvé le 21 juin 2006

**(8)** SRA des dunes littorales de Gascogne – mai 2006 - SRA plateau Landais – juin 2006

**(9)** 2012 – 2016

**(10)** En cours d'élaboration

**(11)** 8 décembre 2011

**(12)** 3 septembre 2019

**(13)** Période juillet 2014 – juin 2016

**(14)** Edition septembre 2014 – disponible sur le site du MASA à l'adresse suivante :

<http://agriculture.gouv.fr/graines-plants-forestiers>



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer  
Service Agriculture, Forêt et Développement Rural  
Unité Forêt**

**Annexe 2 l'arrêté préfectoral n° 23-137**

**Déclaration du choix de verser au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois une indemnité équivalente à une des obligations mentionnées au 1° de l'article L.341-6 du code forestier (Sylvanat : 33-32564)**

**NE PAS JOINDRE DE CHEQUE EN RETOURNANT CETTE DECLARATION.  
LA MISE EN RECOUVREMENT SERA EFFECTUEE DIRECTEMENT PAR LES SERVICES FISCAUX**

Je soussignée APEX ENERGIES, représentée par Monsieur DELLINGER Bertrand,

Siret (pour les sociétés, entreprises) : 38249949900228

Choisis, en application des dispositions de l'article L.341-6 du code forestier, de m'acquitter, au titre du 7ème alinéa de l'article sus-visé, des obligations qui m'ont été notifiées dans la décision préfectorale n° 23-137

en versant au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois la totalité de l'indemnité équivalente, soit :

**Mille trois cent vingt-cinq Euros (1 325 €)**

J'ai pris connaissance qu'à réception de la présente déclaration, le service instructeur procédera à la demande d'émission du titre de perception.

A \_\_\_\_\_, le  
Signature





Zone dans laquelle toute  
implantation électrique au  
sol est proscrite

43-000001

